

Les échanges de la France avec l'extérieur en 2003

Dégradation des soldes extérieurs

Claudie Louvot, division Échanges extérieurs, Insee

En 2003, les exportations de biens et de services reculent de 2,6 %, en valeur et en moyenne annuelle. La demande mondiale se redresse en milieu d'année mais les échanges restent affectés par le recul des commandes des entreprises et par le manque de ressort de la conjoncture européenne. Par ailleurs, l'appréciation de l'euro pèse sur la compétitivité-prix des produits français et réduit mécaniquement la valeur en euros des contrats libellés en dollars. Les touristes qui sont pénalisés par cet effet de change sont aussi moins nombreux à visiter la France. En revanche, l'appréciation de l'euro limite l'impact inflationniste de l'envolée des cours du pétrole et des matières premières. Les importations restant à peu près stables, le solde des échanges de biens et de services se dégrade de 9,3 milliards d'euros. La dépréciation des flux de revenus rapatriés creuse le solde des opérations de répartition. En 2003, les comptes de la France deviennent ainsi légèrement débiteurs vis-à-vis du Reste du monde.

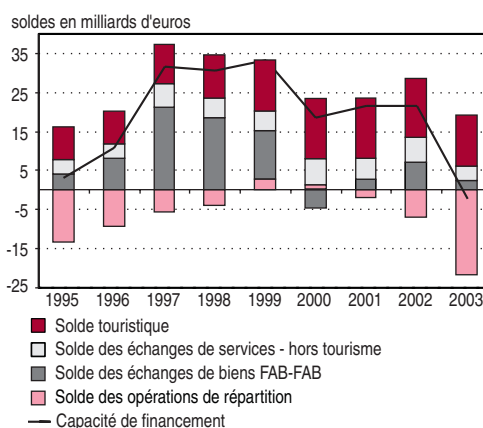
En 2003, les échanges de la France avec le Reste du monde sont marqués par une forte appréciation de la monnaie européenne par rapport au dollar (*source*). Pénalisées par la perte de compétitivité des produits français, les exportations se rétractent et, indépendamment de toute baisse des volumes, les flux financiers rapatriés sont mécaniquement dévalués par la conversion en euros. De plus, ces effets se développent dans une économie mondiale convalescente, perturbée par des tensions géopolitiques et par les retombées d'une épidémie de SRAS. Aussi, le solde des échanges avec l'étranger se dégrade-t-il fortement, bien que le coût des produits importés reste

contenu. Avec un besoin de financement de - 2,3 milliards d'euros, la France devient légèrement débitrice vis-à-vis du Reste du monde, alors que, depuis 1997, sa capacité de financement se maintenait entre 20 et 30 milliards. Cette dégradation est en majeure partie imputable au solde des opérations de répartition, en baisse de 14,6 milliards d'euros ; mais le solde FAB-FAB des échanges de biens diminue également de 4,7 milliards, le solde des échanges de services (hors tourisme) de 2,6 milliards, et l'excédent touristique se réduit de 2 milliards (*tableau 1, graphique 1*).

Les exportations, très volatiles depuis trois ans, restent à un niveau élevé

L'analyse des tendances délivre des messages plus optimistes (*graphique 2*). Tout d'abord, au terme de trois années de conjoncture hésitante, les exportations de biens et de services restent en 2003 à un niveau élevé, à peine inférieur aux points hauts de la fin 2000, atteints à l'issue d'une période de très vive progression : + 10,4 % par an en moyenne de 1997 à 2000. En outre, au cours du second semestre 2003, les exportations se redressent de 2,1 % en glissement et en valeur ; mais cette hausse n'est pas suffisante pour compenser un

① La capacité de financement de la France



Source : Comptes nationaux - Insee

an de baisse ininterrompue (- 5,0 % de la mi-2002 à la mi-2003). L'embellie du début 2002 avait en effet pris fin à l'été, du fait de l'atonie persistante de la croissance européenne et de la perspective d'une guerre en Irak. À partir du printemps 2003, après la chute du régime irakien, les incertitudes géopolitiques s'atténuent. L'économie mondiale s'engage alors dans une nouvelle phase d'expansion, les États-Unis étant de nouveau en position de « leader ». Les ventes à destination de ce pays se retournent au second semestre après cinq trimestres consécutifs de baisse.

L'appréciation de l'euro réduit la compétitivité-prix...

Au-delà des fluctuations de la conjoncture internationale, l'appréciation continue de l'euro au cours des deux dernières années a fortement influé sur les résultats du commerce extérieur de la France, en valeur et en volume. En hausse depuis février 2002, l'euro s'apprécie par rapport au dollar (+ 19,6 % en moyenne annuelle en 2003), et dans une moindre mesure par rapport au yen et à la livre. Plus chers, les produits français deviennent moins compétitifs. À l'intérieur même de la zone euro, ils subissent la concurrence des pays dont les monnaies sont affaiblies. Ces pertes de compétitivité freinent la progression des volumes exportés. Pour limiter la contraction de leurs parts de marché, les exportateurs avaient adopté en 2002 des politiques de prix offensives : les prix en euros des exportations de produits manufacturés avaient reculé de 2,7 %. En 2003, le recul des prix est moins marqué (- 0,3 %), et moins systématique. Il est toutefois repérable dans l'automobile, les biens

d'équipement et certains biens intermédiaires. En outre, les gros contrats d'exportation de matériel aéronautique, naval ou ferroviaire, presque toujours libellés en dollars, subissent de plein fouet l'impact de l'effet de change. Cette perte de valeur est assimilable à une baisse de prix lorsque les volumes ne diminuent pas.

...mais limite l'envolée du pétrole et des matières premières

Sur les prix des importations, le niveau élevé de l'euro a eu clairement des effets déflationnistes. Les prix à l'importation des produits manufacturés ont de fait sensiblement reculé en 2002 (- 5,0 %). Ces baisses de prix se confirment en 2003 pour les biens de consommation (- 2,5 %) et les biens d'équipement (- 5,0 %). Par ailleurs, la hausse des prix en euros des hydrocarbures importés reste contenue (+ 1,4 %), alors que le cours du brut en dollars progresse de 15,6 % en moyenne annuelle. Dans le même temps, les prix des matières

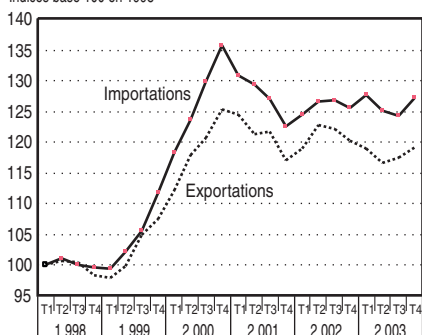
premières s'envolent (+ 48,2 % en glissement annuel pour le caoutchouc, + 29,5 % pour l'indice des matières premières minérales). La montée de tensions sur l'offre, nettement renforcée par l'explosion de la demande chinoise, serait à l'origine de cette flambée des cours, dont les effets globaux sont toutefois très amortis : les prix à l'importation du poste « chimie, caoutchouc, matières plastiques » ne progressent que de + 2,9 %.

Forte dépréciation des flux de la zone dollar

Toutes les zones géographiques contribuent à creuser le solde des échanges de biens, mais surtout les pays de la zone dollar (tableau 2). Fortement dépréciées, les importations en provenance de ces pays se replient : - 18,6% en valeur pour les États-Unis, - 9,3 % pour le Royaume-Uni et - 1,9 % pour le Japon. Cet effet de change accentue également la baisse des exportations à destination de ces mêmes pays ; elles reculent de - 15,6 %,

② Les échanges de biens et de services

Indices base 100 en 1998



Source : Comptes nationaux trimestriels - CJO-CVS - Insee

① Le compte du Reste du monde en 2002 et 2003

en milliards d'euros courants

| | Solde 2002 | Solde 2003 | Exportations 2003 | Importations 2003 |
|--|-------------|--------------|-------------------|-------------------|
| Biens FAB-FAB | 7,3 | 2,6 | 324,7 | 322,2 |
| Biens CAF-FAB | 1,9 | -2,7 | 324,7 | 327,5 |
| Agriculture | 1,8 | 1,8 | 10,6 | 8,8 |
| Industries agro-alimentaires | 6,9 | 6,9 | 29,7 | 22,8 |
| Énergie | -20,5 | -21,4 | 11,3 | 32,7 |
| Produits manufacturés | 13,7 | 10,0 | 273,1 | 263,2 |
| dont : Biens de consommation | -5,7 | -6,3 | 50,0 | 56,3 |
| Automobile | 11,1 | 11,9 | 49,7 | 37,8 |
| Biens d'équipement | 10,6 | 7,8 | 76,5 | 68,7 |
| Biens intermédiaires | -2,3 | -3,3 | 97,0 | 100,3 |
| Tourisme | 15,1 | 13,1 | 32,7 | 19,6 |
| Services hors tourisme | 6,2 | 3,6 | 44,4 | 40,8 |
| Négoce et commissions | 2,6 | 1,0 | 4,1 | 3,1 |
| Transports | 1,4 | 1,0 | 11,6 | 10,5 |
| Télécommunications | 0,6 | 0,5 | 2,3 | 1,8 |
| Services aux entreprises | 3,1 | 2,3 | 22,7 | 20,5 |
| Activités culturelles | -0,5 | -0,2 | 2,0 | 2,2 |
| Services d'assurance | -0,6 | -0,4 | 0,6 | 1,0 |
| Services financiers | -0,3 | -0,6 | 1,1 | 1,7 |
| Opérations de répartition, dont : | -7,0 | -21,6 | 88,8 | 110,4 |
| Rémunération des salariés | 1,8 | 1,4 | 3,8 | 2,5 |
| Impôts sur la prod. et les importations | -7,1 | -6,8 | /// | 6,8 |
| 4ème ressource | -7,7 | -9,6 | /// | 9,6 |
| Subventions | 9,3 | 9,7 | /// | -9,7 |
| Coopération internationale courante | -2,9 | -1,9 | 3,0 | 4,9 |
| Revenus de la propriété | 3,9 | -1,4 | 70,2 | 71,6 |
| Primes d'assurance nettes d'indemnités | -0,1 | 0,1 | 2,7 | 2,5 |
| Autres transferts courants | -1,2 | -1,9 | 6,5 | 8,4 |
| Transferts en capital | -0,7 | -8,7 | -0,1 | 8,6 |
| Capacité de financement | 21,5 | -2,3 | /// | /// |

Source : Comptes nationaux - Insee

- 9,3 % et - 5,4 %. Toutefois, grâce au dynamisme des commandes aéronautiques, les exportations vers les pays du Proche et Moyen-Orient progressent (+ 4,6 %). Sans éclat, les échanges de la France avec les pays de la zone euro sont à l'image de la conjoncture de ses proches voisins, l'Allemagne et l'Italie.

L'ensemble des ventes à destination des États-Unis et du Royaume-Uni freine l'évolution des exportations de biens (- 2,1 %), par une forte contribution négative (- 2,2 points). À l'inverse, la Chine, avec seulement 1,4 % du marché extérieur français, se hisse en 2003 au rang de premier contributeur (+ 0,34 point), devant la zone euro (+ 0,18 point). De fait, ses achats bondissent de + 31,9 % en moyenne annuelle. Elle importe principalement des produits destinés à l'industrie automobile, dans le cadre d'échanges d'équipements intra-groupes, et des équipements aéronautiques. Néanmoins, l'orientation des échanges de la France, très largement tournés vers l'Europe, et sa place, discrète, sur les marchés les plus porteurs (Chine, Pays d'Europe centrale et orientale), ne lui permettent pas de profiter au mieux de la reprise du commerce mondial, contrairement à l'Allemagne.

Atonie des commandes des entreprises étrangères

En volume, les exportations de biens sont largement conditionnées par les commandes de biens d'équipement industriel des entreprises étrangères, directement corréliées au cycle de l'investissement. Au début de 2003, l'investissement productif repart outre-Atlantique et, en fin d'année, une reprise s'enclenche en Europe. Mais pendant trois ans, les industriels ont été confrontés à des enchaînements récessifs et à des problèmes financiers qui les ont contraints à gérer leurs stocks au plus juste et à réduire leurs projets d'investissement. Les difficultés de l'Allemagne, en particulier, premier partenaire commercial de la France, ont pénalisé les exportations de biens d'équipements électriques et électroniques. En dépit d'un redressement sensible au second semestre 2003, elles reculent, en moyenne annuelle et en volume, de - 5,8 %, après - 3,8 % en 2002. Globalement, les ventes de biens d'équipement diminuent de - 5,3 %. Les commandes aéronautiques, affectées en 2002 par la crise consécutive aux

attentats du 11 septembre, se maintiennent en 2003 ; mais de nombreux pays, en manque de financement, préfèrent différer la réalisation de gros contrats.

En valeur, les livraisons de matériel aéronautique, naval et ferroviaire reculent de 8,3 %, en dépit de la livraison du Queen Mary 2 au Royaume-Uni, et elles expliquent ainsi plus d'un demi-point (- 0,7 point) de la baisse des exportations de biens et de services. Le marché des satellites est, lui aussi, déprimé (tableau 3).

Bonne tenue des exportations d'automobiles

Avec une progression des ventes de voitures de 4,7 % en valeur, plus forte qu'en 2002 (+ 3,4 %), l'automobile apporte la seule contribution positive substantielle (+ 0,4 point) à l'évolution des exportations en 2003. Les deux derniers millésimes ne sont cependant pas les meilleurs pour ce marché en forte expansion, dont les exportations ont doublé depuis 1995, grâce à des taux de croissance à deux chiffres certaines années. En 2003, elles souffrent du repli de la demande en provenance de l'Union européenne ; mais des marchés de moindre importance se développent, tels que la Slovaquie, la Russie, la Roumanie, la Finlande, l'Iran et l'Algérie. La France est aussi moins

concurrencée sur son propre territoire : les importations de véhicules stagnent en 2003, ce qui n'a pas toujours été le cas au cours du passé récent. Toutefois, les tensions sur les prix des matières premières se répercutent sur les importations d'équipements automobiles, dont la forte hausse en valeur (+ 6,9 %) provient essentiellement des prix.

Les importations de biens de consommation ralentissent

En 2003, les importations de biens de consommation, très dynamiques en 2002 (+ 7,4 %), subissent le contrecoup du ralentissement des dépenses de consommation des ménages : elles ne progressent que de + 2,8 % en 2003. Cette décélération provient principalement de l'habillement, des produits pharmaceutiques, des cosmétiques, des meubles, ainsi que de l'électroménager et de l'électronique grand public. Ces deux postes remontent toutefois en fin d'année.

À l'instar de leurs homologues étrangers, les industriels français ont réduit leurs commandes, ce qui a freiné les importations de biens d'équipements électriques et électroniques, et de biens d'équipements mécaniques. Néanmoins, en moyenne annuelle, elles progressent respectivement de 5,4 % et 2,7 % en volume en 2003,

② Les échanges de biens de la France avec ses principaux partenaires

en milliards d'euros courants

| | Soldes CAF-FAB | | Flux 2003 | |
|--------------------------------|----------------|-------------|-----------|---------|
| | 2002 | 2003 | Exports | Imports |
| Union européenne des 15 | 8,3 | 6,4 | 205 | 199 |
| <i>dont Union monétaire</i> | -2,4 | -3,1 | 166 | 169 |
| OCDE hors UE | -3,4 | -2,1 | 51 | 53 |
| Monde hors UE et OCDE | -2,9 | -7,0 | 69 | 76 |

Exportations FAB, importations CAF

Source : Comptes nationaux - Insee

moyennes annuelles en valeur et en %

| | Évolution 2003/2002 | | Poids dans le total du flux | |
|-------------------------------|---------------------|--------------|-----------------------------|--------------|
| | Exportations | Importations | Exportations | Importations |
| Union européenne des 15 | -1,5 | -0,7 | 62,9 | 60,3 |
| <i>Allemagne</i> | 0,1 | -0,3 | 14,9 | 17,4 |
| <i>Espagne</i> | 2,4 | 4,3 | 10,2 | 7,6 |
| <i>Italie</i> | -0,3 | 0,7 | 9,3 | 9,3 |
| <i>Pays-Bas</i> | -4,1 | -3,5 | 3,9 | 4,7 |
| <i>UEBL (1)</i> | 3,2 | 4,4 | 8,3 | 7,4 |
| <i>Royaume-Uni</i> | -9,3 | -9,3 | 9,7 | 6,8 |
| <i>États-Unis</i> | -15,6 | -18,6 | 6,9 | 6,5 |
| <i>Proche et Moyen-Orient</i> | 4,6 | -10,5 | 3,2 | 1,7 |
| <i>Japon</i> | -5,4 | -1,9 | 1,7 | 3,2 |
| <i>Chine</i> | 31,9 | 16,0 | 1,4 | 4,1 |

(1) UEBL : Union économique Belgique Luxembourg

Source : Direction générale des Douanes (données CAF-FAB brutes par pays-avril 2004)

après + 1,7 % et - 2,4 % en 2002. Mais les importations de composants électroniques reculent (- 5,3 %), ainsi que les achats de différents biens intermédiaires.

L'excédent touristique se replie

Dans les services (hors tourisme) l'effet de change est plus sensible sur les recettes, en baisse de 4 %, que sur les dépenses, en hausse de + 1,8 % ; d'où le recul du solde (- 2,6 milliards d'euros). Le négoce international s'effondre (- 22 %) et les recettes de services de transport diminuent de 2,5 %, les baisses les plus fortes provenant du lancement de satellites (- 26,9 %) et du transport aérien (- 2,8 %). En revanche, à la faveur d'une situation de pénurie de bateaux, liée entre autres au développement très rapide du commerce avec la Chine, la demande adressée à la flotte française se redresse : dans le transport maritime, les recettes augmentent de + 4,6 %. La conjoncture s'améliore en 2003 dans le transport routier international et reste relativement faste pour les services aux entreprises, qui sont stables à l'exportation et progressent de + 3,8 % à l'importation.

Les touristes du monde entier sont découragés par la guerre en Irak, les menaces terroristes, la canicule et la pollution due au naufrage du Prestige. Les visiteurs japonais, américains et canadiens subissent en outre les effets de la forte hausse de l'euro. Ils viennent moins nombreux, restent moins longtemps et dépensent moins. La désaffection de cette clientèle à haut pouvoir d'achat a d'importantes répercussions sur les recettes touristiques : elles reculent de 5,4 %, plus que la fréquentation mesurée par l'évolution du nombre de « nuitées » (- 3,6 %). Le solde touristique, qui avoisinait les 15 milliards d'euros depuis trois ans, recule à 13,1 milliards d'euros.

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr (rubrique Publications)
Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

3 Les plus fortes contributions à l'évolution des exportations en valeur

| | Contribution en points | Poids 2003 en % | Évolution 2003 en % |
|--|---------------------------|--------------------|------------------------|
| Ensemble des exportations de biens | -1,70 | 80,8 | -2,1 |
| Aéronautique et spatial | -0,50 | 5,3 | -8,9 |
| Appareils d'émission et de transmission | -0,44 | 1,3 | -25,7 |
| Machines de bureau | -0,34 | 1,6 | -18,5 |
| Composants électroniques | -0,17 | 1,5 | -10,3 |
| Appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction | -0,13 | 0,8 | -14,0 |
| Matériel électrique | -0,10 | 2,7 | -3,6 |
| Machines spécifiques | -0,10 | 1,7 | -5,5 |
| Automobile | +0,39 | 8,9 | 4,7 |
| Ensemble des exportations de services | -0,90 | 19,2 | -4,6 |
| Tourisme | -0,45 | 8,1 | -5,4 |
| Commerce (y compris négoce international) | -0,29 | 1,0 | -22,4 |
| Services divers aux entreprises | -0,14 | 1,5 | -8,8 |
| Total des principales contributions et des poids correspondants | -2,28 | 34,5 | |
| Évolution de l'ensemble des exportations en valeur | | 100 | -2,60 |

Lecture : L'évolution des échanges peut être décomposée, par zone ou par produit, en fonction des contributions de ses composantes. Ces dernières s'obtiennent en multipliant le taux de croissance d'un poste par son poids en 2002. Seules les contributions les plus significatives ont été représentées dans ce tableau : elles expliquent 2,28 points de la baisse des exportations, avec un poids total de 34,5 %.

Source : Comptes nationaux - Insee

Le solde des revenus de la propriété se creuse

Nettement excédentaire entre 1999 et 2002, le solde des revenus de la propriété (intérêts et dividendes principalement) se creuse depuis deux ans. Il passe d'un excédent de + 3,9 milliards d'euros en 2002 à un déficit de - 1,4 milliard d'euros en 2003. La dégradation de ce solde (- 5,3 milliards d'euros) est imputable pour moitié aux intérêts. De fait, les titres obligataires publics et privés français, dont les émissions sont en hausse, trouvent preneur auprès d'investisseurs étrangers, d'autant que les rendements sont plus élevés en France qu'outre-Atlantique. Ainsi, les intérêts versés par la France augmentent sensiblement en 2003, de 3,5 %. Parallèlement, les intérêts qu'elle reçoit sont en légère baisse (- 1,3 %) : à une moindre rémunération des titres américains s'ajoutent les effets de la dépréciation du dollar. Celle-ci est aussi à l'origine de la dégradation du solde des dividendes (- 2,4 milliards d'euros), liée à une très forte baisse des dividendes reçus par la France

(- 15,3 %). Par ailleurs, en 2003, la « quatrième ressource », fraction de la contribution française au budget de l'Union européenne, continue de croître, de 1,9 milliard d'euros. Au total, le solde des opérations de répartition se creuse de 14,6 milliards d'euros.

La dégradation du solde des comptes de la France traduit surtout un accroissement du besoin de financement des sociétés et des administrations publiques. Mais l'épargne financière des ménages, qui contribue largement au financement de l'économie, se réduit également.

Sources

Le compte du Reste du monde est établi à partir des statistiques douanières et du compte des transactions courantes de la Balance des paiements. Par produit, les importations comprennent les coûts de transport et d'assurance en territoire de transit : elles sont évaluées CAF (Coûts, assurance, fret). Dans les comptes, elles sont globalement corrigées pour être évaluées FAB (Franco à bord).

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE Info Service, Service Abonnement B.P. 409, 75560 Paris CEDEX 12
Tél. : 01 53 17 88 45 Fax : 01 53 17 89 77

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2004

Abonnement annuel = 70 € (France) 87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____ Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature _____

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14
Directeur de la publication :
Jean-Michel Charpin
Rédacteur en chef :
Daniel Temam
Rédacteurs : R. Baktavatsalou,
C. Benveniste, C. Dulon,
A.-C. Morin
Maquette : PDC
Code Sage IP04969
ISSN 0997 - 3192
© INSEE 2004

